

Délibération n° 2020-07-28/22

Objet : Règlement des heures supplémentaires au personnel de la police municipale à titre dérogatoire

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MARDI 28 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt, le mardi vingt-huit juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 22 juillet 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE
Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER – Patricia NIVESSE
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO – Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA
Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS – Isabelle GIANIEL - Laurent
TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absent représenté : Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle, rapporte :

Vu le Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'article 2 du décret 97-702 du 31 mai 1997 relatif au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) des agents de police municipale,

Vu l'article 2 du décret 2000-45 du 20 janvier 2000 relatif au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) des chefs de police municipale,

Vu le Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu l'Arrêté ministériel du 27 février 1962 modifié relatif à l'attribution d'indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires-article 5,

Vu la Circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale,

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Considérant l'arrêté n°2020-108 du 23 mars 2020 instaurant le couvre-feu de 22 h 00 à 5 h 00 dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus COVID-19,

La pandémie de Covid-19 en France est une crise sanitaire majeure provoquée par une maladie infectieuse émergente apparue fin 2019.

Afin de préserver la santé des usagers, Monsieur le Maire a pris un arrêté n° 2020 – 108 du 23 mars 2020 afin d'instaurer un couvre-feu de 22 heures à 5 heures dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus COVID-19 ;

Par ailleurs, les missions des policiers municipaux de la collectivité ont été élargies 24 heures/24 selon des plannings organisés en interne.

Les heures supplémentaires sont les heures faites à la demande du Maire, en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail. Le nombre d'heures supplémentaires est plafonné.

L'accomplissement d'heures supplémentaires peut donner lieu au versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) aux fonctionnaires de catégories C et B. Les heures supplémentaires effectuées dans le contexte de cette crise sanitaire ont largement dépassé le quota réglementaire.

Afin de régulariser la situation des agents eu égard à leur temps de travail pendant cette période, il convient de régler les heures supplémentaires de jour correspondant au total à 1 537 h réparties sur les plannings de tous les policiers municipaux, pour une enveloppe globale de 23 000,00 euros.

Modalités de calcul :

La rémunération horaire est déterminée en prenant pour base exclusive le montant du traitement brut annuel de l'agent concerné au moment de l'exécution des travaux. Le montant ainsi obtenu est divisé par 1 820. Cette rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.

La régularisation de ces heures supplémentaires sera effective sur le traitement du mois d'août 2020.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- ✦ Régulariser le paiement des heures supplémentaires aux policiers municipaux effectuées pendant la période de confinement, à titre dérogatoire.
- ✦ Inscrire les dépenses au budget de la commune 2020 dans le cadre d'une décision modificative.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 28 juillet 2020
Le Maire
Jean-Pierre RICO

